



NOTE DOCUMENTAIRE

CCE 2016 - 0509

Contexte macroéconomique



Contexte macroéconomique

Personne de contact :
Stephen.renders@ccecrb.fgov.be

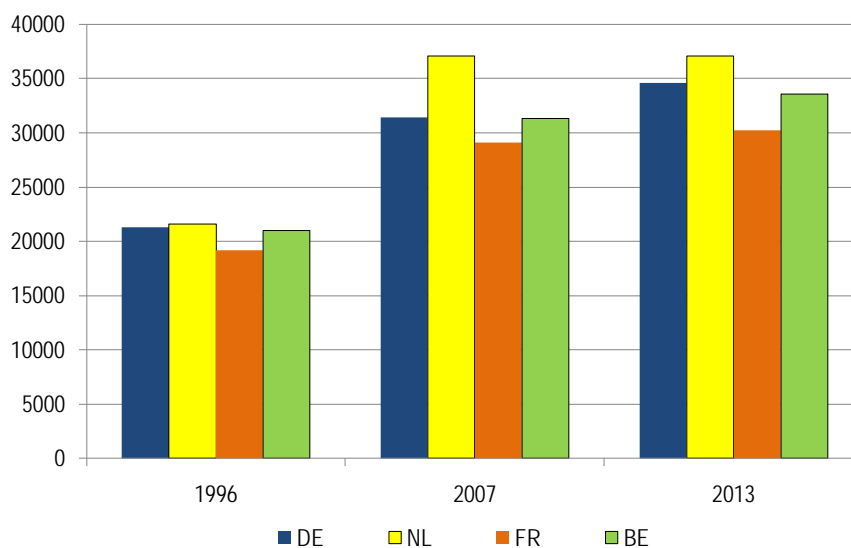
Le présent document fait partie d'un ensemble de notes documentaires rédigées en 2015 par le secrétariat du Conseil central de l'Economie dans le cadre des travaux de la sous-commission « Rapport technique marge salariale ». Les débats qui ont suivis la présentation de ces notes aux interlocuteurs sociaux ont permis à ces derniers de tirer une série d'enseignements en commun pour chacune d'entre elles. Vous trouverez ici, l'ensemble des notes documentaires en question ainsi que les «conclusions» des interlocuteurs sociaux y afférents.

1. Contexte macroéconomique

1.1 Description PIB

En raison du net recul des prix du pétrole et des denrées alimentaires, ainsi que de la faiblesse de l'économie, caractérisée par un chômage élevé et une surcapacité, l'inflation a chuté à un niveau exceptionnellement bas au cours des derniers mois. Elle a oscillé en 2014 entre 0,3 % aux Pays-Bas et 0,8 % en Allemagne. En revanche, sur la période 1996-2014, l'inflation annuelle moyenne a été la plus faible en Allemagne (1,5 %) et la plus élevée aux Pays-Bas (2,1 %).

Graphique 1-1 : PIB par habitant à parité de pouvoir d'achat, 1996-2013*



* L'unité de mesure est le pouvoir d'achat moyen de 1 euro dans l'UE-15.

Source : Eurostat

Pour les habitants moyens d'un pays, ce ne sont toutefois pas les prix à la consommation qui sont importants, mais bien le nombre de biens et de services qui peuvent être achetés en moyenne à partir de la production nationale. Cette mesure est exprimée au moyen du PIB par habitant à parité de pouvoir d'achat et il s'agit d'un bon indicateur du niveau de vie dans un pays. Ainsi, en 2013, le pouvoir d'achat par habitant était plus élevé en Allemagne et aux Pays-Bas qu'en Belgique mais moins élevé en France. Le même classement avait été enregistré en 1996 et 2007. Si l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique affichaient environ le même pouvoir d'achat par habitant en 1996, les Pays-Bas disposaient en 2007 d'une avance considérable sur la Belgique et l'Allemagne. Une partie de cet écart avait disparu en 2013, tandis que la position de l'Allemagne s'était alors quelque peu améliorée. Nous reviendrons sur ces constats plus loin dans ce chapitre.

Le pouvoir d'achat par habitant représente ce qu'en moyenne chaque habitant d'un pays peut consommer à partir de la valeur ajoutée produite dans cette économie. Son évolution dépend de la somme de la valeur ajoutée et de l'évolution de la population. Nous allons voir ce qu'il en est pour les pays étudiés.

Au cours de la période 1996-2013, la différence entre les pays sous revue en termes de croissance du PIB s'est réduite (Tableau 1-1). Avec une croissance annuelle moyenne de 1,3 %, l'Allemagne a enregistré les moins bonnes performances.

La Belgique a connu, avec la France, la croissance démographique la plus élevée (moyenne annuelle de 0,57 % entre 1996 et 2013). Les Pays-Bas les suivent de près avec une augmentation de 0,46 %. En Allemagne, en revanche, la population s'est légèrement repliée.

Puisque l'évolution démographique ne peut pas expliquer les écarts de taux de croissance économique, elle a eu un impact majeur sur l'évolution du pouvoir d'achat par habitant dans les quatre pays durant la période considérée.

Tableau 1-1 : Croissance du PIB et croissance démographique en Belgique et dans les pays de référence, 1996-2013 (croissance annuelle moyenne)

	Croissance PIB réel			Croissance démographique annuelle moyenne		
	1996-2007	2007-2013	1996-2013	1996-2007	2007-2013	1996-2013
DE	1,7%	0,7%	1,3%	0,0%	-0,3%	-0,1%
NL	2,8%	-0,3%	1,7%	0,5%	0,4%	0,5%
FR	2,3%	0,1%	1,5%	0,6%	0,5%	0,6%
BE	2,4%	0,4%	1,7%	0,4%	0,9%	0,6%

Source : Eurostat

Afin de mieux comprendre la dynamique économique des pays sous revue, nous devons toutefois tenir compte de la grande récession, qui a provoqué une rupture entre la période 1996-2007 et les années suivantes. Les chiffres moyens de la période 1996-2013 camouflent par conséquent des différences de dynamique importantes au cours des deux sous-périodes, dans chacun des pays considérés mais aussi entre les différents pays. Ainsi, durant la première période, la croissance annuelle moyenne du PIB était inférieure de 0,7 point de pourcent (pp) en Allemagne par rapport à la Belgique, tandis qu'elle était plus élevée de 0,4 pp aux Pays-Bas. Durant la seconde période, le tableau est inversé, avec une croissance annuelle moyenne plus élevée de 0,3 pp en Allemagne par rapport à la Belgique et une croissance plus faible de 0,6 pp en moyenne aux Pays-Bas. L'économie néerlandaise a même connu un recul durant cette période, de 0,3 % par an en moyenne. L'économie française a enregistré une croissance légèrement moins favorable que l'économie belge au cours des deux périodes.

On observe donc une dynamique de croissance divergente entre la Belgique et les pays de référence durant les deux périodes. Nous tentons ci-après d'expliquer les principaux éléments des différences de croissance avec la Belgique, notamment en recourant aux notions développées par ailleurs dans le présent Rapport technique.

1.2 Explication de la dynamique de croissance 1996-2013

Tableau 1-2 : Croissance du PIB et composantes sous-jacentes, 1996-2007 (croissance annuelle moyenne)

	Allemagne	Pays-Bas	France	Belgique
Produit intérieur brut, ensemble de l'économie, en volume	1,7%	2,8%	2,3%	2,4%
Consommation				
Croissance, en volume	0,8%	2,1%	2,3%	1,6%
Contribution dans la croissance, en points de pourcent	0,5	1,1	1,3	0,9
Investissement				
Croissance, en volume	1,3%	3,0%	3,9%	3,3%
Contribution dans la croissance, en points de pourcent	0,3	0,6	0,7	0,7
Dépenses gouvernementales				
Croissance, en volume	0,8%	3,1%	1,4%	1,8%
Contribution dans la croissance, en points de pourcent	0,2	0,7	0,3	0,4
Exportation				
Croissance, en volume	8,2%	6,5%	5,0%	5,0%
Contribution dans la croissance, en points de pourcent	2,0	3,8	1,2	3,3
Importation				
Croissance, en volume	6,7%	6,5%	6,1%	4,7%
Contribution dans la croissance, en points de pourcent	1,6	3,5	1,3	2,9

Source : Eurostat (comptes nationaux)

Au cours de la période 1996-2007, la croissance économique allemande est plus faible qu'en Belgique et c'est aussi le cas par rapport aux autres pays de référence.

Par rapport à la Belgique, cette faible performance résulte de la faiblesse de l'augmentation de la demande intérieure, à laquelle l'ensemble des composantes (consommation privée, consommation des administrations publiques et investissement) a contribué. La contribution plus faible de la consommation des ménages, comme l'indique la partie du Rapport consacrée à l'évolution du pouvoir d'achat des particuliers, reflète la dynamique plus faible du revenu disponible et plus précisément de sa composante emploi. Cette dernière est analysée de manière plus détaillée dans le chapitre 4 du Rapport technique.

Cette évolution de l'emploi est due aux processus d'ajustement dans l'industrie manufacturière à la suite des problèmes de compétitivité allemande antérieurs à la période considérée (1996-2007), comme l'indique le chapitre 2 du Rapport technique. Quant à l'évolution de l'emploi dans les services, elle reflète la faible croissance économique générale.

Une autre explication à la faiblesse de la croissance allemande provient de la faiblesse des dépenses de consommation de l'administration publique. L'Allemagne a la plus faible contribution des quatre pays analysés (0,2 pp). Cela s'explique par la politique budgétaire allemande au cours de ces années (voir encadré ci-dessous).

L'orientation budgétaire en Belgique et dans les pays voisins depuis 1996

Pour pouvoir juger de l'« orientation » des finances publiques en Belgique et dans les pays voisins depuis 1996, nous examinons ici les évolutions *corrigées des variations conjoncturelles* suivant la méthode de la Commission européenne. Le Tableau 1-3, figurant en annexe donne à ce propos une synthèse concise pour la période de 1996 à 2013 incluse. Comme dans le reste du présent chapitre, nous avons scindé cette période en deux sous-périodes, à savoir avant et après l'année charnière 2007.

Pour la période s'étalant de 1996 à 2007 incluse, nous constatons une orientation budgétaire clairement expansive en Belgique, en France et aux Pays-Bas. Le solde primaire, en pourcentage du PIB potentiel, s'y est en effet nettement réduit selon le même ordre de grandeur : -2,5 % du PIB potentiel en France, -2,6 % en Belgique et aux Pays-Bas. Les marges créées par la baisse des taux d'intérêt ont été utilisées à cet égard. La forte baisse des taux d'intérêt y a largement contribué, ce qui s'est traduit par une diminution dudit taux d'intérêt implicite de la dette publique¹ (Tableau 1-3). Ceci a déjà permis à la Belgique et aux Pays-Bas de mener une politique budgétaire expansive sans que la dette publique (en pourcentage du PIB) ne s'accroisse, bien au contraire. Le taux d'endettement s'est nettement contracté durant cette période, de resp. 43,1 % et 28,8 % du PIB. En France, les taux d'intérêt ont cependant enregistré une moins forte diminution, l'orientation budgétaire expansive donnant par conséquent lieu à un creusement du déficit de financement (+1,6 % du PIB potentiel) et de la dette publique (+6,1 % du PIB). Il convient par ailleurs de souligner que l'orientation budgétaire expansive a été mise en œuvre différemment. Si, en Belgique et en France, elle a principalement pris la forme d'une augmentation des dépenses primaires (resp. +2,4 % et +2,2 % du PIB potentiel), elle s'est plutôt exprimée aux Pays-Bas par une diminution des recettes (-2,0 % du PIB potentiel). Néanmoins, la consommation publique a connu la plus forte hausse aux Pays-Bas en raison d'une augmentation considérable des dépenses au titre des prestations sociales en nature, et elle y a donc davantage contribué à la croissance économique. Ceci a en effet été rendu possible par des glissements entre les différents postes de dépenses².

En revanche, les finances publiques en Allemagne ont suivi durant cette période une orientation restrictive, l'excédent primaire enregistrant une nouvelle hausse (+1,4 % du PIB potentiel). Les dépenses primaires ont considérablement baissé (-3,2 % du PIB potentiel), ce qui est nettement supérieur au recul des recettes (-1,9 % du PIB potentiel).

Après 2007, on observe une vraie rupture de politique. Alors qu'au début de la crise économique, il existait encore une marge de manœuvre pour une politique de relance, l'orientation budgétaire est devenue restrictive au cours de ces dernières années. Sur l'ensemble de la période 2007-2013, l'orientation budgétaire a été clairement restrictive en Allemagne et en France : en Allemagne, l'excédent primaire s'est accru de 0,8 % du PIB potentiel, tandis qu'en France, le déficit primaire s'est contracté de 1,4 % du PIB potentiel. Les Pays-Bas ont renoué en 2013 avec l'excédent primaire de 2007. En revanche, en Belgique, l'orientation budgétaire est restée expansive durant toute la période, l'excédent primaire s'élevant en 2013 à 0,9 % du PIB potentiel, soit en-deçà de celui de 2007. L'accroissement des recettes publiques (+3,7 % du PIB potentiel) n'a pas suffi à couvrir l'augmentation

¹ Le taux d'intérêt implicite de la dette publique exprime le taux d'intérêt en pourcentage de la dette publique de l'année précédente.

² Si l'on examine en détail l'évolution aux Pays-Bas des dépenses primaires *effectives* (c'est-à-dire *sans* ajustement en fonction des variations conjoncturelles), on constate pour la période de 1996 à 2007 incluse que l'augmentation des dépenses au titre des prestations sociales en nature (+2,9 % du PIB) a été largement compensée par une baisse des dépenses au titre des prestations sociales en argent (-4,3 % du PIB).

substantielle des dépenses primaires (+4,6 % du PIB potentiel). La baisse des taux d'intérêt a toutefois permis d'éviter que le déficit de financement ne se creuse de la même ampleur. Le fait que les taux d'intérêt aient continué à se replier en dépit de la dette publique croissante peut s'expliquer par la baisse continue du taux d'intérêt implicite de la dette publique (Tableau 1-3).

Tableau 1-3 : Synthèse concise de l'évolution des finances publiques corrigée des variations structurelles, pour la Belgique et les pays voisins, de 1996 à 2013 inclus

	NIVEAU en % PIB potentiel			ÉCART en % PIB potentiel		
	1996	2007	2013	1996-2007	2007-2013	1996-2013
A. Allemagne						
Recettes	45,7%	43,8%	44,6%	-1,9%	0,8%	-1,1%
- dépenses primaires	45,1%	41,9%	41,9%	-3,2%	0,0%	-3,2%
= solde primaire	0,6%	2,0%	2,8%	1,4%	0,8%	2,2%
- charges d'intérêt	3,5%	2,8%	2,2%	-0,7%	-0,6%	-1,3%
= solde de financement	-2,9%	-0,8%	0,6%	2,1%	1,4%	3,5%
<i>p.m. taux d'intérêt implicite</i>	6,4%	4,3%	2,7%	-2,1%	-1,6%	-3,7%
<i>p.m. dette publique (en % du PIB)</i>	58,5%	65,2%	78,4%	6,7%	13,2%	19,9%
B. PAYS-BAS						
Recettes	47,5%	45,5%	47,2%	-2,0%	1,6%	-0,3%
- dépenses primaires	43,7%	44,4%	46,0%	0,6%	1,6%	2,3%
= solde primaire	3,8%	1,2%	1,2%	-2,6%	0,0%	-2,6%
- charges d'intérêt	5,3%	2,2%	1,8%	-3,1%	-0,4%	-3,5%
= solde de financement	-1,5%	-1,0%	-0,6%	0,5%	0,4%	0,9%
<i>p.m. taux d'intérêt implicite</i>	7,3%	4,9%	2,5%	-2,4%	-2,3%	-4,8%
<i>p.m. dette publique (en % du PIB)</i>	74,1%	45,3%	73,5%	-28,8%	28,2%	-0,6%
C. France						
Recettes	50,4%	50,1%	52,6%	-0,3%	2,6%	2,3%
- dépenses primaires	49,8%	52,0%	53,1%	2,2%	1,2%	3,4%
= solde primaire	0,6%	-1,9%	-0,5%	-2,5%	1,4%	-1,1%
- charges d'intérêt	3,6%	2,7%	2,3%	-0,9%	-0,4%	-1,3%
= solde de financement	-3,0%	-4,6%	-2,8%	-1,6%	1,8%	0,2%
<i>p.m. taux d'intérêt implicite</i>	6,6%	4,4%	2,5%	-2,2%	-1,9%	-4,1%
<i>p.m. dette publique (en % du PIB)</i>	58,1%	64,2%	93,5%	6,1%	29,3%	35,4%
D. Belgique						
Recettes	48,4%	48,2%	51,9%	-0,2%	3,7%	3,6%
- dépenses primaires	43,5%	45,9%	50,4%	2,4%	4,6%	7,0%
= solde primaire	4,9%	2,4%	1,5%	-2,6%	-0,9%	-3,4%
- charges d'intérêt	8,4%	3,9%	3,2%	-4,6%	-0,7%	-5,2%
= solde de financement	-3,5%	-1,5%	-1,7%	2,0%	-0,2%	1,8%
<i>p.m. taux d'intérêt implicite</i>	6,6%	4,6%	3,2%	-2,0%	-1,4%	-3,4%
<i>p.m. dette publique (en % du PIB)</i>	127,2%	84,0%	101,5%	-43,1%	17,5%	-25,6%

Source: Commission européenne, AMECO Databank (octobre 2014)

La contribution des investissements en Allemagne sur la période est également plus faible qu'en Belgique, de l'ordre de 0,4 pp. Cette faiblesse provient essentiellement de la chute des investissements en logement (-1,7 %), due principalement à deux éléments. D'une part, la réunification avait conduit à un boom immobilier, surtout dans l'ex-Allemagne de l'est. Ce boom immobilier avait été favorisé par la nécessaire modernisation du parc immobilier est-allemand et par la mise en place de mesures fiscales généreuses (Milleker 2006, OECD, 2000). D'autre part, les Länder est-allemands subissaient une chute

démographique durant les années 90 résultant de l'émigration vers l'ouest de l'Allemagne, où les perspectives d'emploi étaient plus fortes, et d'une chute de la natalité (Milleker 2006). Il en a résulté une contraction des investissements en logement sur la période 1996-2007, face à une offre devenue excessive (FMI, 2004).

Tableau 1-4 : Croissance des logements (croissance annuelle moyenne) et taux d'épargne (annuel)

Taux de croissance, en volume, des logements			
	1996-2007	2007-2012	
Allemagne	-1,7%	1,6%	
Pays-Bas	2,3%	-6,9%	
France	3,0%	-2,8%	
Belgique	2,6%	-2,6%	
Taux d'épargne			
	1996	2007	2012
Allemagne	16,3%	16,8%	16,4%
Pays-Bas	17,4%	13,0%	10,7%
France	14,6%	15,1%	15,2%
Belgique	18,6%	16,4%	15,2%

Source : Eurostat, calcul CCE

Au contraire des premières années après 1996, la croissance allemande annuelle entre 2007 et 2013 a été en moyenne supérieure de 0,3 pp à celle de la Belgique, l'écart étant même encore plus élevé vis-à-vis des autres pays de référence. Cette croissance plus forte par rapport à la Belgique résulte de la moins forte baisse des investissements en Allemagne. La principale explication de cette évolution se situe dans l'accroissement substantiel des investissements dans l'immobilier en Allemagne, alors qu'une diminution sensible était enregistrée en Belgique. Il s'agit d'un rétablissement des prix initialement sous-évalués de l'immobilier résidentiel allemand, sous l'impulsion d'un revenu privé plus élevé et de conditions de financement favorables (OCDE, 2015).

Si la consommation privée a augmenté de façon comparable en Allemagne et en Belgique, elle a apporté une contribution légèrement plus élevée à la croissance du PIB allemand, le poids de la consommation dans le PIB étant supérieur dans ce pays.

Compte tenu de la croissance nettement supérieure du revenu disponible réel en Allemagne par rapport à la Belgique, sous l'impulsion d'une croissance plus élevée du salaire horaire réel et de la hausse de l'emploi la plus sensible des quatre pays sous revue, comme indiqué dans la partie du présent Rapport technique consacrée au pouvoir d'achat des particuliers, il est globalement surprenant que la contribution de la croissance de la consommation des ménages en Allemagne ne soit pas largement supérieure à celle enregistrée en Belgique. La principale raison en est que les ménages belges ont eu davantage recours à la désépargne que les Allemands. Le taux d'épargne élevé en Allemagne s'explique peut-être par l'inquiétude des ménages à propos du vieillissement démographique, des réformes du système de pension (2001-2004) ayant fortement réduit les pensions financées par l'État et créé des incitants fiscaux à l'épargne-pension privée (Kollmann et al., 2014, p. 3). En outre, depuis le début de la crise, les ménages avec les revenus les plus élevés ont perçu une plus grande part du revenu allemand total.

Cela ne signifie pas nécessairement que le nombre de ménages ayant des hauts revenus a augmenté, mais bien que ces ménages ont vu leurs revenus s'accroître davantage que le reste de la population, ce qui, au vu du taux d'épargne plus élevé dans cette catégorie de revenus, se traduit automatiquement par une augmentation du taux d'épargne national (OCDE, 2014, p. 35).

Les Pays-Bas ont connu la croissance la plus forte des quatre pays entre 1996 et 2007. Par rapport à la Belgique, elle était supérieure de 0,4 point de pourcent en moyenne par an. Cette différence de croissance avec la Belgique s'explique par deux composantes de la demande intérieure, la consommation privée et la consommation publique. La forte contribution de la consommation publique dans la demande intérieure, presque le double de celle observée en Belgique, reflète la politique budgétaire expansive des Pays-Bas (voir encadré ci-dessus). Quant à la consommation privée, elle est plus rapide qu'en Belgique mais plus faible qu'en France, ce qui s'explique, par rapport à la Belgique, à la fois par une plus forte hausse du revenu disponible réel et par une baisse plus importante du taux d'épargne aux Pays-Bas.

Tableau 1-5 : Croissance du PIB et composantes sous-jacentes, 2007-2013 (croissance annuelle moyenne)

	Allemagne	Pays-Bas	France	Belgique
Produit intérieur brut, ensemble de l'économie, en volume	0,7%	-0,3%	0,1%	0,4%
Consommation				
Croissance, en volume	1,0%	-0,9%	0,4%	1,0%
Contribution dans la croissance, en points de pourcent	0,6	-0,4	0,2	0,5
Investissement				
Croissance, en volume	-0,3%	-3,2%	-1,7%	-1,2%
Contribution dans la croissance, en points de pourcent	-0,1	-0,6	-0,4	-0,3
Dépenses gouvernementales				
Croissance, en volume	1,6%	1,2%	1,5%	1,3%
Contribution dans la croissance, en points de pourcent	0,3	0,3	0,4	0,3
Exportation				
Croissance, en volume	2,5%	2,3%	0,7%	1,5%
Contribution dans la croissance, en points de pourcent	1,2	1,7	0,2	1,3
Importation				
Croissance, en volume	2,9%	2,0%	0,6%	1,7%
Contribution dans la croissance, en points de pourcent	1,2	1,3	0,2	1,3

Source : Eurostat (comptes nationaux)

Alors que les Pays bas avaient connu, au cours de la période 1996-2007, la croissance la plus forte des quatre pays, ils connaissent au cours de la période suivante (2007-2013) la croissance la plus faible. Par rapport à la Belgique, l'économie néerlandaise présentait un retard de croissance de 0,6 pp.

Les faibles performances néerlandaises durant la période 2007-2013 par rapport à la Belgique, mais aussi par rapport aux autres pays de référence, sont à imputer à la contraction de la demande intérieure, à savoir de la consommation privée et des investissements (Tableau 1-5). La consommation privée s'est repliée principalement en raison de la baisse du revenu disponible réel des ménages.

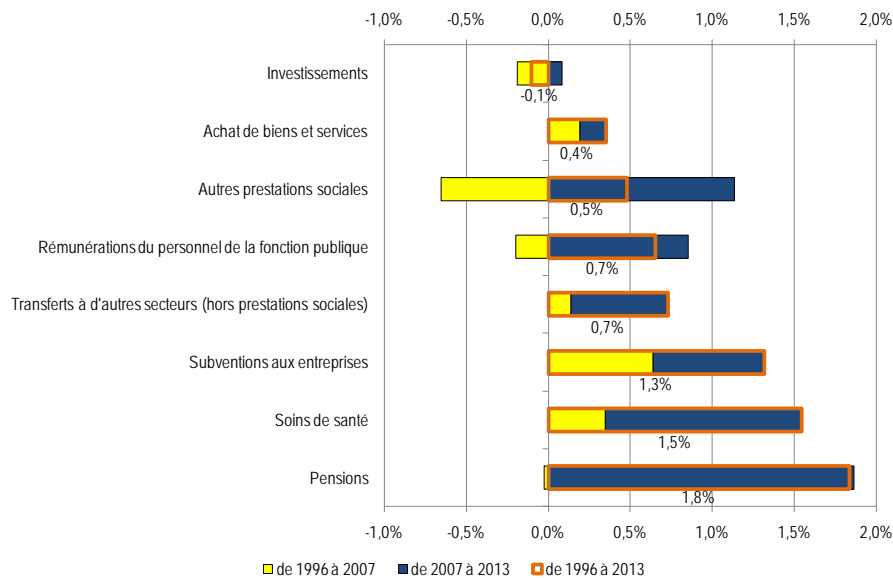
Alors que la Belgique a profité, sous l'impulsion des dépenses publiques, d'une dynamique d'emploi positive, en particulier dans les secteurs des titres-services et de la santé (voir encadré sur la dynamique des dépenses publiques en Belgique et le chapitre sur le marché du travail), les Pays-Bas ont été confrontés à un recul de l'emploi. Cette différence se manifeste surtout dans l'emploi dans les services marchands à but lucratif, qui englobe la majeure partie de l'emploi via titres-services, le nombre total d'heures travaillées en Belgique augmentant de 3,7 % entre 2007 et 2013, contre une baisse de 2,1 % aux Pays-Bas (voir également le chapitre 4). En outre, le revenu de la propriété (notamment les rentes et bénéfices distribués) et l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte ont enregistré une plus forte diminution aux Pays-Bas qu'en Belgique. Enfin, les effets de richesse, dont la baisse du patrimoine en logement, auraient également contribué de façon négative à la croissance de la consommation néerlandaise, mais dans une bien moindre mesure (Smid, 2013).

La baisse des investissements est notamment le reflet de la crise immobilière, qui a été renforcée par la crise économique et les débats politiques concernant le (les dangers du) marché du logement et la déduction pour remboursement d'intérêts hypothécaires (CBS, 2013, p. 7).

La dynamique des dépenses publiques en Belgique

Nous avons déjà pu constater plus haut que les finances publiques belges ont suivi une orientation expansive durant l'ensemble de la période 1996-2013 incluse. Cela s'est principalement manifesté par une hausse considérable des dépenses primaires. Indépendamment des variations conjoncturelles, cette évolution peut découler aussi bien d'une politique discrétionnaire que d'une dynamique sous-jacente comme le vieillissement démographique, qui tire les dépenses de pension vers le haut. Ce dernier élément semble avoir un impact de plus en plus grand lorsqu'on examine de plus près l'évolution de ce poste de dépenses (voir Graphique 1-2).

Graphique 1-2 : Évolution des dépenses primaires par catégorie³, de 1996 à 2013 incluse, en point de pourcentage du PIB



Source : Belgostat

De toutes les dépenses, ce sont celles pour les pensions, ainsi que les dépenses au titre des soins de santé, qui ont connu au cours de ces dernières années la plus forte augmentation et représentent ainsi près de la moitié de la hausse des dépenses primaires (effectives) depuis 1996. Comme l'indiquera ultérieurement le présent rapport (voir la partie sur l'évolution du pouvoir d'achat des particuliers au chapitre 2), l'augmentation des dépenses de soins de santé a largement contribué à la croissance (réelle) du revenu disponible alternatif des ménages, dans lequel sont également imputées lesdites allocations sociales en nature, qui englobent également, en plus des soins de santé, l'enseignement et les logements sociaux. Il a donc également contribué dans une large mesure à la consommation publique, qui a augmenté de 3,4 % du PIB entre 1996 et 2013 incluse.

³ Il convient de souligner que les dépenses au titre des rémunérations du personnel de la fonction publique n'incluent pas lesdites cotisations sociales imputées, puisque celles-ci se rapportent aux pensions des fonctionnaires que les pouvoirs publics versent directement (et donc pas via les institutions de la sécurité sociale) et sont déjà comptabilisées en tant que telles dans les dépenses de pension. Ceci permet d'éviter un double comptage.

Une autre augmentation notable des dépenses concerne les subventions aux entreprises et reflète la politique de subsides salariaux qui est menée depuis le début des années 2000 et s'inscrit dans le cadre d'une stratégie pour l'emploi axée, entre autres, sur l'abaissement des charges sur le travail. Si l'on inclut dans le calcul les montants des réductions des cotisations des employeurs et des travailleurs (voir à ce propos la partie consacrée à l'évolution de la (para)fiscalité au chapitre 2), la dépense supplémentaire ou la moindre recette pour les finances publiques s'élève depuis 1996 à 2,3 % du PIB. Cette politique de subsides salariaux se manifeste également clairement dans la dynamique de l'emploi. Les subsides salariaux - notamment dans le cadre des titres-services - ont contribué considérablement à la création d'emploi, à plus forte raison durant la période 2007-2013 (voir chapitre 4 sur l'emploi). L'emploi public a aussi apporté une légère contribution en la matière. Ceci explique en partie l'augmentation observée des dépenses au titre des rémunérations du personnel de la fonction publique.

Tel qu'il ressort du chapitre concernant les comptes des ménages, la consommation s'est fortement accrue en France au cours de la période 1996-2007, parce que le revenu disponible brut réel des particuliers y a enregistré la progression la plus importante des quatre pays sous revue. Cet écart s'explique essentiellement par une baisse du revenu réel de la propriété en Belgique, alors qu'il croît en France, et par une croissance du coût salarial horaire plus forte qui est seulement partiellement compensée par une évolution des heures travaillées par employé plus faible, comme cela ressort des parties relatives au revenu disponible des ménages et à l'emploi du présent rapport. Néanmoins, entre 1996 et 2007, la croissance annuelle moyenne du PIB de la France a été inférieure de 0,1 pp à celle du PIB de la Belgique. La raison de cette moindre progression du PIB en France au cours de la période 1996-2007 est la faible contribution des comptes extérieurs à la croissance, alors que la demande intérieure y est plus dynamique qu'en Belgique. La France était en effet le seul des quatre pays considérés où le solde commercial a fourni une contribution légèrement négative à la croissance du PIB entre 1996 et 2007. La balance commerciale négative s'est traduite par un recul du solde courant, qui est passé en négatif à partir de 2005. Une telle situation n'est pas soutenable à terme (voir encadré).

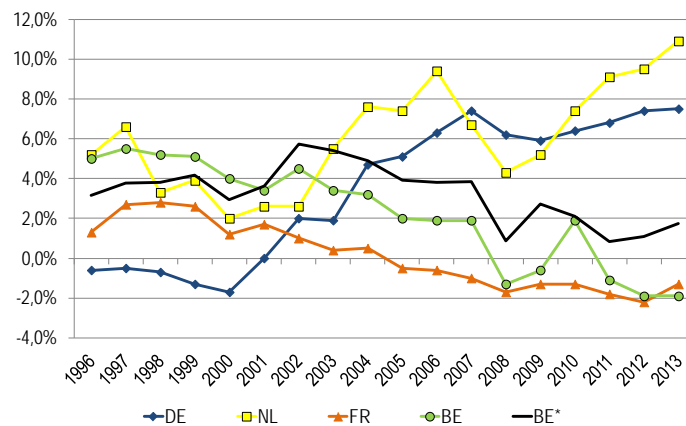
Le solde courant et les politiques publiques

Le solde courant (ou solde des opérations courantes) indique la différence entre les dépenses nationales (c.-à-d. la demande intérieure et les transferts internationaux nets) et les revenus du travail et du capital. Lorsque la consommation de biens et services dépasse la production intérieure (le PIB), des importations nettes de biens et services sont nécessaires pour combler le déficit⁴. Le cas échéant, ces importations doivent être financées par l'extérieur via l'attrait d'investissements directs étrangers (IDE) ou la contraction d'engagements financiers vis-à-vis de l'étranger. Une situation de solde courant négatif à long terme financé par des dettes étrangères n'est pas soutenable dans le sens où elle engendre un endettement continu, d'où des paiements d'intérêts plus élevés qui provoquent à leur tour une dégradation du solde courant, et ainsi de suite. Or, l'expérience récente de pays comme l'Irlande, la Grèce et l'Espagne montre que le financement d'un solde courant négatif peut rapidement être à l'origine de problèmes, avant même que l'on puisse parler d'un effet boule de neige incontrôlable. Les pays en situation de déficit courant sont très vulnérables aux développements financiers internationaux, sur lesquels ils n'ont que peu d'influence, ceux-ci pouvant par exemple entraîner de très fortes hausses d'intérêt inattendues. En tout état de cause, l'économie belge ne peut certainement pas se permettre une telle situation, car celle-ci mettrait rapidement les pouvoirs publics face à de grandes difficultés

⁴ À cet égard, nous faisons abstraction des transferts internationaux nets et des revenus nets des facteurs, qui sont relativement stables au fil du temps.

pour financer les dettes publiques élevées. Un solde courant négatif impose également des limitations considérables en termes de marge de manœuvre politique. La dépendance vis-à-vis des marchés internationaux, qui se caractérisent par de brusques fluctuations, fragiliserait en outre considérablement l'économie belge, avec des conséquences néfastes pour la croissance, notamment parce que les investisseurs ont besoin d'un environnement stable.

Graphique 1-3 : Le solde courant en Belgique et dans plusieurs pays de référence et la balance commerciale belge, 1996-2013 (en % du PIB, selon la balance des paiements)



* Solde courant selon les comptes nationaux (SEC 1995).

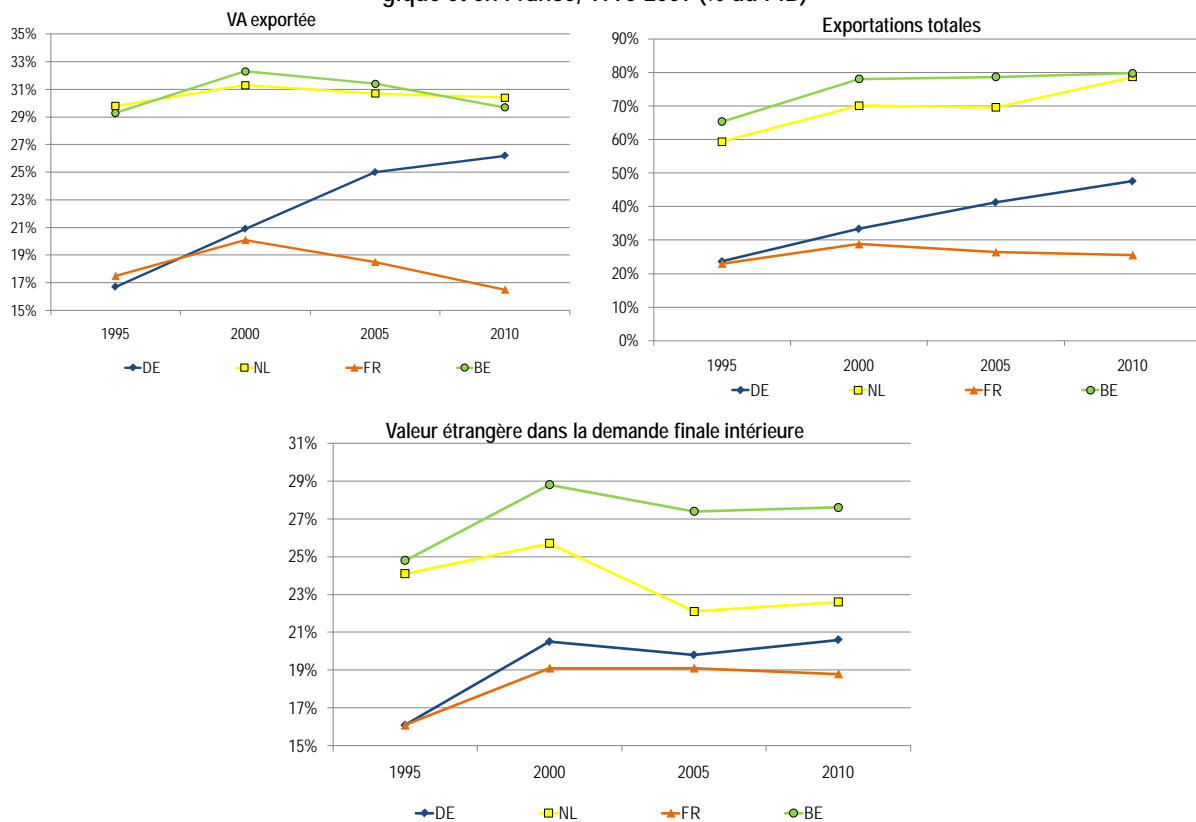
Solde courant = balance commerciale + revenus nets des facteurs avec l'étranger + transferts unilatéraux nets avec l'étranger

Sources : ICN et Eurostat

La contribution du commerce international au PIB – et donc à la valeur ajoutée (VA) totale créée dans le pays – dépend de la valeur que les entreprises nationales vont ajouter aux valeurs ajoutées importées pour satisfaire la demande nationale et étrangère. En effet, pour pouvoir exporter, les entreprises nationales vont acheter des biens et services à l'étranger qu'elles vont transformer grâce aux facteurs de production qui génèrent la valeur ajoutée nationale. De même, une partie des biens et services qui sont consommés, investis dans l'économie nationale, sont produits à partir de biens et services importés. Grâce aux tableaux entrées-sorties, il est possible de déterminer la VA intérieure qui est effectivement consommée à l'étranger et la valeur étrangère qui fait l'objet d'une consommation finale dans le pays (voir Graphique 1-4).

Bien que la croissance des exportations ait été comparable en Belgique et en France, mais en retrait de celle observée dans les deux autres pays de référence, la différence provient de la dynamique des importations qui est beaucoup plus forte qu'en Belgique. Cela reflète une dynamique de la demande intérieure plus rapide en France qu'en Belgique mais aussi une croissance plus importante du recours aux importations pour produire les biens et services qui sont exportés, consommés ou investis qu'en Belgique. Cela traduit une utilisation non durable du financement externe (cf. encadré) et donc une dégradation de la compétitivité en France par rapport à celle de la Belgique.

Graphique 1-4 : Exportations totales, importations et exportations de valeur ajoutée et demande intérieure en Belgique et en France, 1996-2009 (% du PIB)



Il s'agit des importations et exportations de valeur ajoutée destinée à la consommation des ménages, des pouvoirs publics, des institutions à but non lucratif qui fournissent les ménages et aux investissements.

Source : BNB et Eurostat (comptes nationaux)

La France a également enregistré une croissance inférieure à celle de la Belgique durant la période 2007-2013. Ceci s'explique principalement par une consommation privée plus faible, laquelle est la conséquence d'une diminution du taux d'épargne en Belgique et d'une légère augmentation de celui-ci en France. La première raison est à trouver dans la confiance des consommateurs, qui a été beaucoup plus élevée en Belgique qu'en France durant toute la période. Ensuite, comme en Allemagne, les ménages avec les plus hauts revenus ont perçu une plus grande part du revenu français total depuis le début de la grande récession, ce qui a également pu faire augmenter le taux d'épargne (OCDE, 2014, p. 35).

Bibliographie

CBS (2013), Wonen in ongewone tijden: de resultaten van het Woononderzoek Nederland 2012, 69 blz.

INTERNATIONAL MONETARY FUND (2004), "Chapter II Three current policy issues", World Economic Outlook, 66 blz.

KOLLMANN, R., M. RATTO, W. ROEGER e.a. (2014), "What drives the German current account? And how does it affect other EU member states?", European Commission Economic Papers, nr. 5016, april 2014, 64 blz.

MILLEKER, David F. (2006), Allianz Dresdner Economic Research, "German residential property : signs of a pick-up in prices", Working paper, nr. 65, , 12 blz.

OECD (2000), "House Prices and Economic Activity", OECD Economic Outlook, nr. 68, blz 169-184

OECD (2014), Economic Outlook n° 96, Paris OECD, November 2014, 281 blz.

OECD, 26 januari 2015, Focus on house prices, via internetadres : <http://www.oecd.org/eco/outlook/focusonhouseprices.htm>.

SMID, Theo (2013), "Consumptie is de achilleshiel van de Nederlandse economie", Rabobank Themabericht, nr. 11 september 2013.